

En creusant le passé de la multinationale française, les historiens ont trouvé mieux que du pétrole : la preuve que les dirigeants connaissaient le risque climatique dès les années 1970.

Le Nouvel Obs

En creusant le passé de la multinationale française, les historiens ont trouvé mieux que du pétrole : la preuve que les dirigeants connaissaient le risque climatique dès les années 1970.

Cinquante ans après, la revue « claque » encore par son élégance, ses auteurs prestigieux ou ses illustrations léchées. Un magazine haut de gamme que le groupe pétrolier Total imprimait à 6 000 exemplaires pour ses plus hauts cadres et ses partenaires commerciaux. Un journal baptisé « [Total Information](#) », dont le numéro 47, paru en 1971, contient, sur sept pages, un article visionnaire intitulé « La pollution atmosphérique et le climat » : ce papier, rédigé par un géographe et climatologue du nom de François Durand-Dastès, explique que « *les combustibles fossiles* » que « *l'homme brûle en quantité chaque jour croissante* » engendrent « *la libération de quantités énormes de gaz carbonique* », ce qui provoque « *l'augmentation de la température moyenne de l'atmosphère* », puis « *une montée sensible du niveau marin* ». Avec, à la clé, des « *conséquences catastrophiques faciles à imaginer* »...

Tout cela dans un article publié par Total dix-sept ans avant la création du Groupe d'Experts intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (Giec), quarante-quatre ans avant [l'accord de Paris](#) pour conduire la planète à la neutralité carbone en 2050, quarante-cinq ans avant le premier « [rapport climat](#) » du groupe pétrolier... Un papier qui était tombé dans l'oubli et qui n'a été exhumé que cinquante ans plus tard, en 2021, par des chercheurs en sciences sociales dont le travail, publié [dans la revue « Global Environmental Change »](#), a fait sensation.

Ainsi donc, Total savait au moins depuis 1971 que la combustion du pétrole et du gaz engendre un réchauffement climatique. Ce qui n'a pas empêché le groupe d'investir des dizaines de milliards de dollars pour trouver de nouveaux champs d'hydrocarbures. Et même, selon ces chercheurs, de [nourrir le climatoscepticisme](#) au tournant des années 1980 et 1990.

Une archive exhumée en 2021 par trois chercheurs

L'article sur Total publié dans « Global Environmental Change » a été rédigé par une des grandes figures de l'histoire des sciences en France, Christophe Bonneuil, pionnier des travaux sur l'Anthropocène, ainsi que par le sociologue Pierre-Louis Choquet, qui a soutenu une thèse sur l'entreprise. Mais aussi par celui qui a mis la main sur le fameux papier de 1971 : Benjamin Franta, un... Américain. Et c'est tout, sauf une surprise. Car c'est outre-Atlantique que des historiens ont commencé à se pencher sur le passé des grands groupes pétroliers et leur rôle dans la (non-)réponse à la crise climatique.

Benjamin Franta, aujourd'hui chercheur à l'université d'Oxford, a ainsi commencé à travailler sur les producteurs d'hydrocarbures pour sa thèse d'histoire - entamée après un doctorat en physique -, dirigée à Stanford par un des grands noms de l'histoire des sciences, Robert

Proctor. Ce dernier avait fait sensation dans les années 1990 avec ses travaux sur l'industrie du tabac et la façon dont les fabricants de cigarettes étaient parvenus à semer le doute sur la nocivité de leurs produits sur la santé, en contestant le consensus scientifique. Au point de donner naissance à un nouveau courant de recherches connu sous le nom d'« agnotologie », qui explore la construction de l'ignorance de la même façon qu'est étudiée celle des savoirs.

Une fabrique du doute transposée ensuite au climat par [Naomi Oreskes](#), professeure d'histoire des sciences à Harvard, coautrice des « Marchands de doute ». Et qui a guidé ensuite les travaux des journalistes du collectif Inside Climate News : ces derniers se sont plongés dans les archives de la plus grande major pétrolière au monde, le groupe américain ExxonMobil, et [ont pu prouver qu'il connaissait l'impact de ses activités](#) sur le climat dès les années 1970.

Le groupe avait même tellement conscience du danger pour la planète qu'il avait lancé quantité d'études sur le réchauffement et sur des projets d'énergie bas carbone, avant de tout couper à partir de 1983. Puis de prendre un virage radical en finançant la remise en cause du consensus scientifique par des chercheurs, ainsi que des organisations de lobbying pro-énergies fossiles et climatosceptiques, comme la Global Climate Coalition ou l'American Petroleum Institute. Une dérive démontrée aussi par les travaux de Benjamin Franta.

Total et Elf ont nourri le doute dès 1986

Pour creuser le cas Total, Bonneuil, Choquet et Franta ont pu avoir accès à une partie des archives de la société (et celles d'Elf, avec laquelle Total a fusionné en 2000). Ils ont aussi multiplié les entretiens avec d'anciens cadres du groupe. L'ex-directeur de l'environnement d'Elf leur a ainsi expliqué avoir compris l'ampleur du problème en 1984, lors d'une réunion à Houston avec des cadres d'Exxon. Les chercheurs ont aussi découvert que le réchauffement climatique a été discuté lors d'un comité exécutif d'Elf le 4 mars 1986. Puis que Total et Elf ont nourri le doute... « *Avant de commencer notre travail, je pensais qu'Elf et Total étaient restés à l'écart des manipulations* », raconte Christophe Bonneuil. *Je suis tombé de haut en voyant que ces sociétés, entre 1989 et 1993, ont contribué au climatoscepticisme.* »

[Superprofits, climat, géopolitique... les dossiers noirs de Total](#)

C'est le moment où l'Ipieca, une association professionnelle internationale dans laquelle Total et Elf s'impliquent activement, finance des recherches visant à trouver des faiblesses dans les modèles climatiques, de manière à présenter le réchauffement de la planète comme moins alarmant. Le moment aussi où Elf place de jeunes ingénieurs dans des laboratoires de sciences du climat afin d'être au courant des derniers développements. Le moment où, lors du sommet de Rio en 1992, Total distribue un dossier dans lequel le groupe parle des « *incertitudes concernant l'effet de serre* » et où le directeur de l'environnement du groupe peut expliquer qu'il n'y a « *aucune certitude sur l'impact des activités humaines* ». Le moment, enfin, où les deux groupes français pilonnent un projet d'écotaxe défendu par la Commission européenne - le magazine « The Economist » parlera du « *lobbying le plus féroce jamais vu à Bruxelles* ».

[Les eaux noires de Total, révélations sur des pollutions majeures au Yémen](#)

Exactement à la même période, les leaders politiques prennent conscience du problème. Ronald Reagan et Margaret Thatcher créent le Giec, et quantité de pays arrivent à Rio avec de grandes ambitions - finalement torpillées. A partir de 1993, Total et Elf finiront progressivement par ne plus trop nier l'impact des énergies fossiles sur le climat. « *Même si de*

vieux réflexes demeurent çà et là » , précise Pierre-Louis Choquet. En 2004, il est ainsi encore écrit dans le rapport annuel du groupe qu'il existe des « *incertitudes qui persistent sur l'origine et l'évolution du phénomène* » du réchauffement. Surtout, Total n'a pas réduit le volume d'hydrocarbures qu'il extrait, bien au contraire. Et encore aujourd'hui, le géant français continue d'augmenter sa production... Cinquante-trois ans après l'article de « Total Information ».

(1) « *Early Warnings and Emerging Accountability : Total's Responses to Global Warming, 1971 - 2021* », dans « *Global Environmental Change* », vol. 71, novembre 2021.

[Cet article est paru dans Le Nouvel Obs \(site web\)](#)